

Vingt-deuxième session de la Conférence générale - Les points essentiels du discours du Directeur général de l'AIEA

Dans l'allocution qu'il a prononcée le jour de l'ouverture de la vingt-deuxième session de la Conférence générale, M. Eklund, sans procéder cette fois à la présentation traditionnelle du bilan des activités de l'Agence, a parlé de la situation actuelle de l'énergie nucléaire dans le monde et fait part des préoccupations que lui inspirent certaines tendances qui se manifestent dans ce domaine.

S'agissant de l'Agence, il a surtout exposé son budget pour 1979, dont le montant, malgré de nombreuses compressions, s'élève à 65 177 000 dollars, soit 27% de plus qu'en 1978.

Cette augmentation a trois causes principales:

1. L'installation de l'AIEA dans le nouveau siège généreusement offert par le Gouvernement autrichien;
2. Le surcroît de responsabilités en matière de garanties qui incombe à l'Agence par suite de l'application des garanties dans certains pays d'EURATOM;
3. L'inflation, et la baisse du dollar par rapport au schilling autrichien. En effet, 76% des dépenses de l'Agence sont en schillings autrichiens.

M. Eklund a également exposé les estimations faites sur l'électricité produite l'an dernier par les centrales nucléaires dans les pays à économie de marché. Il a rappelé que le total mondial de la capacité nucléaire installée qui, en 1955, ne s'élevait qu'à 5 MW, est passé à 10 000 en 1967 pour atteindre aujourd'hui 100 000 MW. De plus, la capacité en cours d'installation ou dont l'étude est déjà très avancée se monte à quelque 200 000 MW.

Si ces résultats sont excellents, on constate par contre que, depuis deux ans, les commandes n'augmentent plus. Cette tendance se manifeste également par une baisse des commandes de centrales classiques. Cette situation est due en partie à la récession et aux mesures de conservation de l'énergie qui en ont ralenti la consommation.

Cette évolution récente, et la désaffectation qu'inspire à présent à certains pays l'emploi de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, ont amené les gouvernants du monde occidental à déclarer, lors du "sommet" tenu à Bonn en juillet dernier, qu'il était indispensable de poursuivre le développement de l'énergie nucléaire et de mettre fin aux retards apportés à l'exécution des programmes nucléaires.

Pour comprendre comment les choses en sont arrivées là, il faut se souvenir que le siècle qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale a été surnommé l'âge d'or de la technique, et que l'esprit de l'époque s'est traduit par la formule: "Ce qui est difficile, on le fait immédiatement; l'impossible prend un peu plus longtemps." Au cours des 25 dernières années, cette conviction a perdu de sa force et la foi dans les bienfaits du progrès technique s'est muée en une méfiance allant jusqu'à remettre en cause la nécessité et l'utilité de développer les applications des sciences et des techniques. Dans des milieux de plus en plus nombreux, la technique comme telle en est venue à être considérée comme une force maléfique. Dans certains pays, des groupes de pression ont réussi à empêcher les gouverne-

ments, pourtant élus démocratiquement, d'apporter à la société des transformations techniques essentielles.

Peut-être convient-il également de dire ici que ce phénomène est particulièrement évident dans les pays prospères très industrialisés à économie de marché. Les pays en développement, qui comptent plus des deux tiers de la population du globe, ont toujours pour premier souci d'accéder dans les meilleures conditions aux techniques modernes et de les mettre au service de leur progrès et de leur indépendance économiques. Les pays à économie centralisée continuent eux aussi à considérer la science et les techniques comme des forces bénéfiques. A cet égard, il convient de rappeler les paroles de Lénine sur l'urgente nécessité et l'importance de la production d'électricité pour le progrès social.

Certes, tout le monde souhaite profiter de tous les bienfaits que l'énergie électrique met à la portée de l'homme, mais certains groupes estiment qu'il est inutile de progresser plus avant. Ils ne pensent guère aux moyens nécessaires pour maintenir le niveau de vie des pays industrialisés, sans parler de ceux qu'il faut mettre en oeuvre pour élever celui des pays en développement. Ils ne pensent guère qu'il faudra donner nourriture et eau à une population qui atteindra probablement le cap des 6 milliards à la fin du siècle. Se payant d'expressions telles que "techniques appropriées, douces ou intermédiaires", et prenant leurs désirs pour des réalités, ces doctrinaires envisagent un monde où les pays en développement pourraient se contenter de moulins à vent tandis que les pays industrialisés se satisferaient de la croissance zéro. Qu'on ne s'y trompe pas: les petites sources d'énergie non classiques sont peut-être le meilleur moyen d'alimenter les petites collectivités rurales, mais elles ne peuvent actionner les rouages de l'industrialisation.

Dans cette idéologie nébuleuse, l'énergie nucléaire est devenue le symbole des techniques dures que prennent si violemment à partie les adversaires du progrès. On peut trouver à cela deux explications.

L'une est que les conséquences d'un freinage ou d'un arrêt de la préparation et de la construction des centrales nucléaires ne se font pas sentir immédiatement. Les difficultés n'apparaîtront que six ou dix ans plus tard sous forme de pénurie d'énergie électrique et c'est alors que l'on s'en prendra aux directions des compagnies d'électricité et des services publics. Cette difficulté tient en partie au fait que l'agenda du scientifique ou de l'ingénieur ne concorde pas avec celui de l'homme politique. Il ne fait aucun doute, par exemple, que ceux qui préconiseraient l'interdiction des engrais artificiels — principaux agents de pollution de l'environnement — ne trouveraient guère de partisans, car les conséquences d'une telle décision se feraient sentir dans l'année même qui suivrait, et l'opinion publique n'en aurait pas encore oublié les responsables.

L'autre raison qui fait de l'énergie nucléaire un bouc émissaire, c'est que la plupart des gens, consciemment ou non, associent l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire à la fabrication d'armes nucléaires.

Or, jusqu'à présent, aucun pays n'a mis à profit la construction d'une centrale nucléaire pour fabriquer des explosifs nucléaires. Rappelons également que, de 1945 à 1954, trois pays ont entrepris la fabrication d'explosifs nucléaires, suivis de deux autres de 1955 à 1964, et d'un seul de 1965 à 1974. Pendant cette même période, la capacité nucléaire mondiale est passée de 5 à 54 000 MW pour 19 pays. Ceci suffirait à conclure qu'il n'existe aucune relation de cause à effet entre l'expansion de l'énergie d'origine nucléaire et la fabrication d'explosifs nucléaires.

De plus, 104 pays ont jusqu'à présent ratifié le Traité de non-prolifération ou y ont adhéré. Les pays non dotés d'armes nucléaires, parties à ce traité, s'engagent à ne pas acquérir ou à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à accepter que l'AIEA applique le système de ses garanties pour vérifier qu'ils respectent cet engagement.

C'est sur ce traité que reposent tous les débats qui portent sur la prolifération. Pour éviter que le développement pacifique de l'énergie nucléaire n'aboutisse à la prolifération des armes nucléaires, nous n'avons pas de meilleure assurance que cet engagement solennel, avec les garanties dont il est assorti.

De plus, certains pays, dont les Etats-Unis, ont passé des lois imposant aux pays auxquels ils fournissent du matériel ou des matières nucléaires, soit d'être parties au TNP, soit d'accepter l'application pleine et entière des garanties. Si tous les pays fournisseurs en faisaient autant, le régime de la non-prolifération deviendrait universel, ce qui résoudrait bien des problèmes.

Le Directeur général a ensuite évoqué les résultats de l'Evaluation internationale du cycle du combustible nucléaire qui, selon lui, devraient alimenter en temps utile la deuxième Conférence chargée de l'examen du TNP qui doit se tenir en 1980. La bonne application du Traité dans l'avenir ne saurait se passer d'un consensus international portant sur certains aspects des articles relatifs au contrôle. Mais il ne faudrait pas pour autant perdre de vue que la majorité des pays qui participeront à cette conférence attachent une importance capitale à l'application de l'article IV sur la coopération internationale et à celle de l'article VI sur le désarmement.

Cette préoccupation a été récemment exprimée dans le document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement qui s'est tenue au mois de juin de cette année.

C'est à son grand regret que M. Eklund a dit avoir constaté que toutes ces mesures de contrôle du cycle du combustible destiné à des fins pacifiques tendaient à détourner l'attention du danger très réel que représentent pour la paix les arsenaux nucléaires qui ne cessent de grandir.

L'industrie nucléaire a besoin de retrouver ce qu'elle avait dans les années 60: sa confiance dans des gouvernements capables de prendre des décisions sans équivoque, la certitude qu'en cas de besoin d'autres pays lui fourniront des combustibles ou des services, la certitude de pouvoir trouver des emplacements et y construire des usines sans avoir à subir des formalités interminables et coûteuses.

Pour terminer, M. Eklund a souligné le rôle capital que joue le programme d'assistance technique dans les activités de l'Agence, et a invité les Etats Membres à appuyer le programme d'assistance technique de l'AIEA, dont l'objectif n'a été fixé qu'à 8,5 millions de dollars alors que le coût moyen d'une seule centrale nucléaire est de l'ordre du milliard de dollars.